

St Malo – 20 mars 2008

Les politiques du handicap :  
hier, aujourd'hui, demain

Marcel Jaeger

# Préambule

- Politique du handicap : en amont de l'administration du handicap
- « Les » politiques : variantes historiques et géo-politiques

# Un passé – des passifs ?

- Un rapport ambigu à la différence :
  - Mixte exclusion / compassion
  - Fond commun de maltraitance
  - Effets d'images (handicap / maladie ; le même / l'autre)
- Régulation par l'Etat et par les experts

- Scissions successives à partir du XIX<sup>e</sup> (1<sup>er</sup> IME : Bourneville)
- Ciblage et profilage (catégorisations, taux d'inadéquation, logique de la pile)
- Effets de seuils et « liminarité » (Robert F. Murphy, *Vivre à corps perdu*, Plon, 1993)

- Professionnalisation récente
- Crise de légitimité
- Décentralisation
- Montée du juridique

# Changement de logique

21 déc. 2000 : remplacement du CFAS (code de LA famille et de l'AIDE sociale) par le CASF (code de l'ACTION sociale et DES familleS)

# Depuis, double impact :

- Loi du 2 janvier 2002 (nouvelle définition de l'action sociale et médico-sociale)
- Loi du 11 février 2005 (nouvelle définition du handicap et notion)

Répétition du couple des lois de 1975,  
avec un point commun...

# Recherche d'équilibre entre :

- Droit commun / droits spécifiques
- Citoyen / usager
- Accessibilité (universalisme) /  
compensation (différentialisme)



# Lois de transition ?

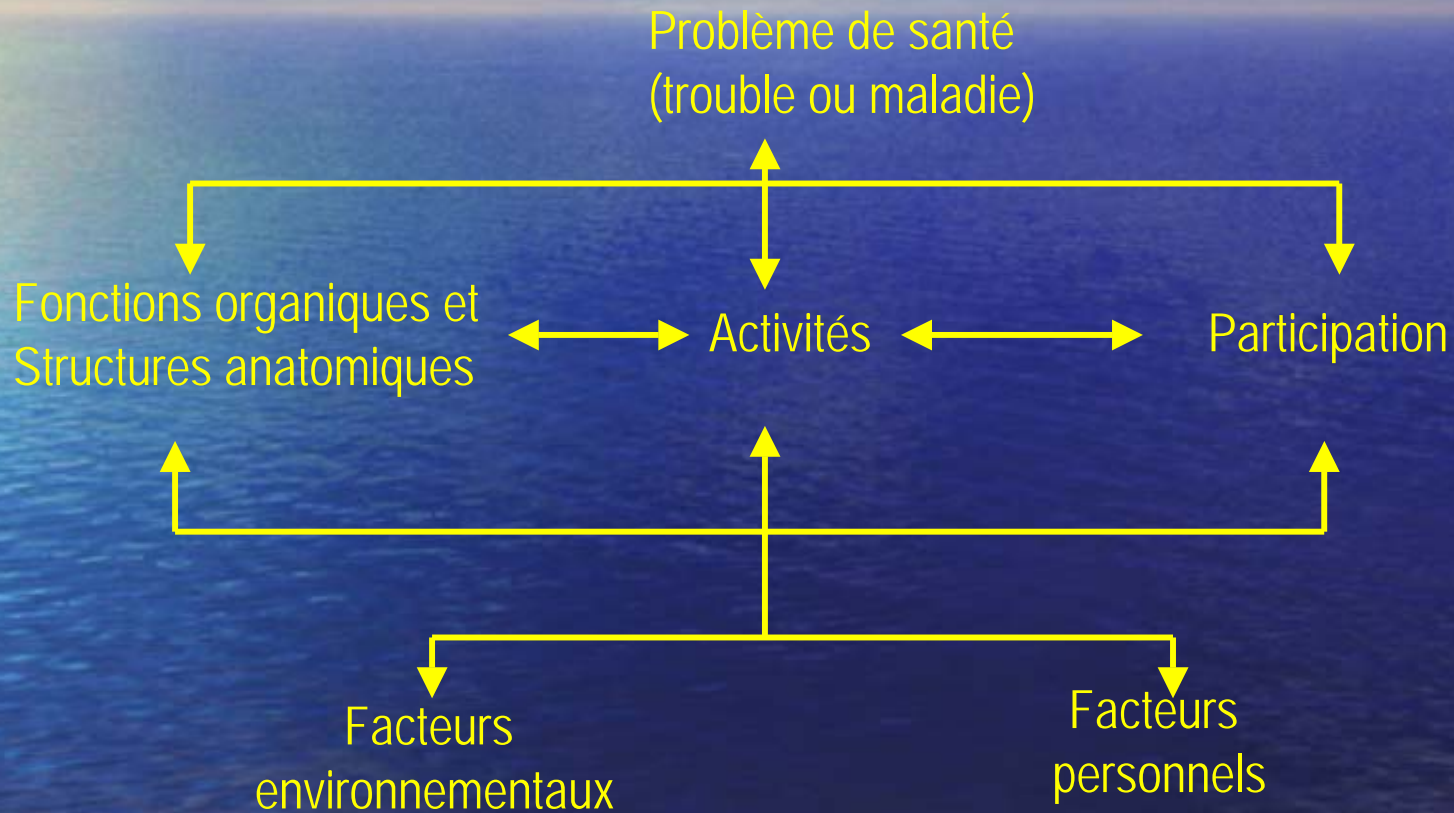
Ambiguïté de l'intitulé de 2005 :

«pour l'égalité des droits et des chances,  
la participation et la citoyenneté des  
personnes handicapées »

# Contexte international

22 mai 2001 : l'OMS remplace la Classification de Wood (1980) par la Classification internationale du fonctionnement, du handicap et de la santé (CIF)

# CIF modèle systémique = effacement de frontières ?



# Un problème de curseur pour les professionnels

- Autonomie / protection
- Individu / collectif
- Droits / devoirs

à traiter dans :

- le projet d'établissement ou de service
- le règlement de fonctionnement
- le contrat de séjour ou le DIPEC
- le livret d'accueil

# Une nouvelle façon de parler

- Citoyenneté, participation, compensation, scolarisation (suppression des termes « éducation spéciale » et « intégration scolaire »)
- « Handicap psychique », un exemple de compactage conceptuel

# Une nouvelle façon de raisonner

1. Analyse des besoins (schémas)
2. Association avec usagers et familles
3. Projets, planification (PRIAC, CPOM)
4. Coopérations (GCSMS)
5. Evaluation

# Une nouvelle façon d'agir avec les autres

- Scolarité : 1<sup>o</sup> forme d'accessibilité
- Débat en cours : droit opposable à la scolarisation (possibilité d'une procédure judiciaire et référé)



# Les points de friction : frontières et territoires (1)

- Action sociale / santé publique (loi Kouchner du 4 mars 2002)
- Handicap / maladie (loi Mattei du 9 août 2004)
- Projet d'ARS (rapports Philippe Ritter / Yves Bur)

## Yves Bur :

- ARS : périmètre « teneur sanitaire », pas seulement financement assurance maladie, donc pas les IME ?
- Fongibilité « asymétrique »
- Délégation de gestion aux Conseils généraux

# Les points de friction : frontières et territoires (2)

- Handicap / dépendance (lois du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des PA et des PH et du 11 février 2005)
- Décalage CNSA / MDPH

# De nouvelles compétences ?

L'impact des changements législatifs  
sur les qualifications :

- référentiels

- transversalité

(exemple du DEAMP)

# L'avenir ?

- Valorisation des solidarités et recul des logiques de dispositifs (GEM...) ?
- Chantiers de l'ANESM
- Acte III de la décentralisation ?